

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine  
BP 50520  
83000 Toulon

Toulon, le 16/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SARL Les belles pierres**

64 chemin de Saint Come  
83270 Saint-Cyr-Sur-Mer

Références : D-UD83-2025-0021  
Code AIOT : 0100281982

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2025 dans l'établissement les belles pierres implanté 855 chemin de la Lougne, parcelle N°AE 658 lieu dit 'La barbarie' 83740 La Cadière-d'Azur. L'inspection a été annoncée le 16/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Un chantier d'affouillement du sol situé 855 chemin de la Lougne, parcelle cadastrée AE 658 à La Cadière d'Azur nous a été signalé. L'objet de l'inspection est de vérifier la situation administrative et les conditions d'exploitation des installations.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL les belles pierres
- 855 chemin de la Lougne, parcelle N°AE 658 lieu dit 'La barbarie' 83740 La Cadière-d'Azur
- Code AIOT : 0100281982
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'un chantier d'affouillement du sol réalisé dans le but de préparer le terrain à la plantation d'oliviers.

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	situation administrative	Code de l'environnement, Article annexe R511-9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Comme évoqué par la suite dans la fiche de constats, l'affouillement réalisé par la société « les belles pierres » sur la parcelle AE 658 ne relève pas de la nomenclature des installations classées. Il n'est donc pas proposé de suites administratives.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : situation administrative

[illegible]

- « - défrichement sur l'emprise du projet,
- terrassement limité pour la préparation du sol en vue de la plantation,
- plantation d'oliviers pour la mise en exploitation. »

Lors de la visite, une pelle est présente et prépare le terrain. Les petites roches sont laissées sur place. Aucune évacuation n'est constatée le jour de la visite. L'excavation est réalisée sur une profondeur de 1,5 à 2m. La surface cumulée exploitée mesurée est d'environ 12400m<sup>2</sup>.

Aucune restanque n'a été créée. Par foisonnement, le niveau du terrain reste globalement identique au niveau initial.

L'exploitant indique qu'au regard de l'appellation AOP, il est obligé de conserver le terrain dans un état proche du terrain initial et qu'à ce titre, un géomètre réalise des mesures.

Il pourrait se poser la question de classer cette activité sous la rubrique 2510-3 « Affouillement du sol ». En effet, la surface exploitée cumulée est supérieure à 1000m<sup>2</sup>. Cependant, l'autorisation de défrichement indique bien l'utilité finale de cette activité : la plantation d'oliviers sur un terrain agricole. Le niveau naturel du terrain est maintenu.

L'inspecteur se réfère à la circulaire du 10/12/2003 : « les affouillements sont des extractions en terre ferme, dont le but premier n'est pas l'extraction de matériaux, mais la réalisation d'une excavation pour un usage particulier ». Il n'y a pas de réalisation d'un étang (par exemple d'usage particulier) ou il n'est pas constaté un usage différent que celui mentionné dans l'autorisation de défrichement et de l'avis de l'autorité environnementale mentionné ci-avant.

Il n'a pas été constaté que le terrain est modifié par apport de déchets ou terres en provenance de l'extérieur, mais il a été vu lors de la visite le foisonnement des terres affouillées sur place. L'épierrage réalisé est indiqué dans un but d'amélioration de la qualité agronomique du terrain.

En conséquence ce chantier d'affouillement ne semble pas avoir pour objet la création d'une excavation pour un usage particulier puisque le terrain dans son état final reste globalement identique au niveau initial et servira à des plantations.

Sous ces conditions, il n'est donc pas soumis à la rubrique 2510 -3.

Aucun broyeur / concasseur / cribleur n'est présent lors de la visite. L'activité ne peut donc être classée sous la rubrique 2515. Nous attirons cependant l'attention de l'exploitant sur le fait qu'une telle activité de broyage/concassage/criblage, si elle devait avoir lieu, pourrait être soumise à déclaration ou enregistrement selon la puissance de l'installation (voir détail dans la prescription contrôlée) au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite